

je la connais (17). » Il ne fut bientôt plus possible de nier : la garde nationale réclamait la réforme et le départ de M. Guizot ; on ne pouvait plus atteindre l'émeute qu'en tirant sur les gardes nationaux. Le roi ne put s'y résoudre ; on l'entendait se répéter à lui-même : « J'ai vu assez de sang. » Élevé d'ailleurs au trône par la bourgeoisie parisienne, il pensait n'avoir pas le droit d'y demeurer malgré elle. « Est-ce que je pouvais faire tirer sur mes électeurs, » disait-il plus tard pendant son exil (18). Il essaya de gagner, de ramener la garde nationale, en lui accordant le renvoi du ministère. A la première demande qui lui en fut faite, M. Guizot donna sa démission ; M. Molé fut chargé de former un cabinet : il ne put y réussir.

Le soir du 23 février, une collision eut lieu sur le boulevard des Capucines entre les troupes et les émeutiers ; il y eut une cinquantaine de morts et de blessés. La lutte se trouvait ainsi engagée.

M. Molé ayant échoué, le roi, ballotté entre l'idée de résister et l'idée de céder, mit le maréchal Bugeaud à la tête de l'armée et de la garde nationale et appela M. Thiers. Le maréchal accepta sans hésitation ; il se disait sûr de réussir, et la confiance qu'il manifestait rendit un instant l'espoir. Quant à M. Thiers, que le roi accueillit avec une humeur peu dissimulée, il exigea que M. Odilon Barrot lui fut adjoint ; et, pendant qu'il était à la recherche de ses futurs collègues, le maréchal commença l'exécution de son plan.

L'émeute ne faisait que grandir ; l'Hôtel de Ville était tombé entre ses mains : on ne se contentait plus de crier :

---

(17) P. 438.

(18) P. 441.